

Nouvelle vague de violences au Burundi

La Croix, 08/03/2018 Les violations des droits de l'homme se poursuivent dans ce pays. Dans la perspective du référendum du mois de mai, les autorités sont accusées de conduire une nouvelle campagne de terreur. « Ce pays reste un sujet de préoccupation qui interpelle la communauté internationale », s'est écrié cette semaine l'envoyé de l'ONU, le Burkinabé Michel Kafando (photo).

Parmi ses inquiétudes, l'organisation en mai d'un référendum qui permettrait au président Pierre Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. Depuis sa réélection contestée, en juillet 2015, le régime fait la chasse aux opposants en utilisant les forces de sécurité et les services de la milice Imbonerakure, affiliée au parti présidentiel, le CNDD-FDD. Arrestations arbitraires et menaces de mort Pour l'année 2017, la ligue burundaise de défense des droits de l'homme Iteka a relevé 456 meurtres, 89 disparitions forcées, 283 victimes d'actes de torture, 77 victimes de violences sexuelles envers les femmes et 2 338 personnes arrêtées, puis souvent détenues en dehors de toute procédure légale. Depuis le mois de février, les observateurs ont noté une recrudescence des violences à l'occasion de la campagne du référendum dans ce pays affecté par les conflits récurrents entre Hutu et Tutsi depuis son indépendance, en 1962. Des dizaines de personnes perçues comme opposées au référendum ont été arbitrairement arrêtées. Des partisans du régime, notamment de hauts responsables du parti au pouvoir, du gouvernement et de l'administration, emploient des menaces violentes « parfois des menaces de mort » pour intimider la population et l'inciter à voter « oui ». L'Association internationale des droits de l'homme (Fidh). « Les autorités recourent à de nouvelles stratégies de division ethnique notamment en créant des associations de Hutus utilisées comme des structures de rassemblement des Hutus des canaux de propagation de l'idéologie divisionniste du régime. » Des centaines de milliers de Burundais s'exilent. Dans son dernier rapport, Iteka a enregistré pour le seul mois de février : 22 personnes tuées, une personne enlevée, une personne disparue, 15 torturées, 145 arrêtées arbitrairement. « Le phénomène de cadavres continus se manifeste à plusieurs endroits du pays et aucune enquête n'a été diligentée, ce qui est très inquiétant », s'inquiète-t-elle. La violence récurrente depuis le déclenchement de la crise a poussé des centaines de milliers de Burundais à l'exil. Le Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré plus de 427 000 nouveaux réfugiés et demandeurs d'asile entre le 1er avril 2015 et le 31 décembre 2017. Seraient également déplacés 200 000 personnes à l'intérieur du pays et trois millions de Burundais ont besoin d'une assistance humanitaire urgente. Dernier épisode : mercredi, 2 500 Burundais réfugiés dans un camp de la RD-Congo, craignant d'être extradés dans leur pays, ont été expulsés des casques bleus au Rwanda. En septembre, dans ce même camp, 36 réfugiés burundais avaient été tués par les soldats congolais. Laurent Larcher

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});